



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. limitée
21 septembre 2015
Français
Original : anglais

Conseil du commerce et du développement

Soixante-deuxième session

Genève, 14-25 septembre 2015

Projet de rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa soixante-deuxième session

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 14 au 25 septembre 2015

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé du Président	2
L'interdépendance : Financiarisation et fragilité macroéconomique dans l'économie mondiale	2



Résumé du Président

L'interdépendance : Financiarisation et fragilité macroéconomique dans l'économie mondiale

(Point 3 de l'ordre du jour)

1. Les débats consacrés à ce point de l'ordre du jour ont porté sur la situation macroéconomique mondiale, avec pour toile de fond les chapitres I et II du Rapport sur le commerce et le développement, 2015. Sept ans après le début de la crise financière, dans un contexte marqué par l'atonie de la demande globale et la persistance des inégalités de revenus et de la fragilité financière, la production et le commerce mondiaux continuaient d'afficher une croissance ténue. Les trains de mesures mal adaptés pris dans les pays avancés, conjugués à un système financier déstabilisateur qui privilégiait les investissements spéculatifs à court terme, risquait de créer des bulles financières et de pousser ces économies vers une stagnation séculaire. D'autres facteurs pénalisaient les pays en développement, notamment la baisse des prix des produits de base, l'inversion brutale des flux de capitaux dans un climat de volatilité financière accrue et les inquiétudes croissantes quant à la viabilité de la dette, en particulier dans le secteur privé. Compte tenu de la situation économique mondiale, les pays en développement ne pouvaient plus compter sur leurs seules exportations vers les marchés traditionnels et devaient trouver de nouveaux accélérateurs de croissance, notamment en développant les marchés intérieurs et régionaux. La situation était préoccupante eu égard à la réalisation des ambitieux objectifs du programme de développement de l'après-2015.

2. Plusieurs intervenants, dont un groupe régional, ont dit que, dans un monde interdépendant, les politiques économiques des pays devaient être cohérentes et les mesures de court terme en phase avec les objectifs de long terme. Tandis que deux délégations posaient la question de savoir quelles forces sociales seraient en mesure de susciter le niveau minimum de cohésion internationale nécessaire à la coordination des politiques, un intervenant constatait qu'il était de plus en plus couramment admis que les modèles sous-tendant les politiques économiques actuelles posaient problème à tous les pays et que cela pourrait déclencher la remise en cause radicale qui s'imposait.

3. Plusieurs délégations ont loué le secrétariat de la CNUCED pour la solidité de l'analyse et des recommandations présentées dans la documentation de fond sur la situation économique mondiale et les conséquences à en tirer pour les pays en développement. L'analyse était à la fois pénétrante et stimulante et brossait un tableau précis. D'autres ont dit que les recommandations, en particulier sur la nécessité de durcir la réglementation financière, de réformer la gouvernance des institutions financières internationales et d'adopter une politique macroéconomique plus expansionniste, étaient appropriées et pertinentes. Ils ont aussi demandé que le Rapport sur le commerce et le développement, 2015 fasse l'objet d'un examen approfondi à la soixante-deuxième réunion directive du Conseil du commerce et du développement, en décembre 2015.
